

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Carte scolaire : l'urgence d'une école de proximité

Rudy HOMBENET ANVINGUI
Libreville/Gabon

LES élèves du lycée technique national Omar-Bongo résidant dans la commune d'Akanda ont battu hier le bitume. Notamment du côté de la Cité-des-Ailes. Les apprenants, qui réclament la gratuité des transports telle qu'annoncée par le chef de l'État à la veille de la rentrée des classes, ont en effet marché pour manifester leur mécontentement.

S'il est vrai que certains bus étaient visibles dans les artères de la capitale il y a quelques semaines, le constat est que ces transports suburbains

sont désormais de moins en moins visibles. En réalité, cette protestation des élèves soulève insidieusement un véritable problème. Celui de la carte scolaire qui n'est pas respectée. La carte scolaire est un mécanisme qui prévoit et organise l'accueil rationnel des élèves selon l'importance quantitative des effectifs à scolariser dans une circonscription donnée.

Les récents travaux de la commission spéciale de la carte scolaire du Grand Libreville, tenus en février, posaient déjà la problématique de la proximité entre les établissements et les élèves. Au regard de la population scolaire grandissante,



Photo: DR

Marche des élèves du lycée technique, hier à la Cité-des-Ailes.

Hôtel de Ville : les portes fermées hier par les grévistes



Photo: Antoine Essone Ndong/L'Union

Le service de l'état civil de l'Hôtel de Ville de Libreville, un des plus sollicités, paralysé par la grève.

LA grève des syndicats de la mairie de Libreville a connu un tour de vis surprenant hier avec la fermeture par les agents grévistes de toutes les issues menant aux services municipaux de l'Hôtel de Ville. Cette montée d'adrénaline semble être l'insatisfaction des principales revendications posées par les grévistes, alors que, selon l'autorité municipale, plusieurs points inscrits dans le cahier des charges ont déjà connu un début de réponse, quand l'examen d'autres paraît bien avancé.

C'est à partir de 11h 30 que la tension est montée d'un cran pour déboucher sur la fermeture des entrées de l'Hôtel de Ville. Il faut dire que les grévistes n'avaient pas manqué d'indiquer que " les choses pourraient se corser dans les jours qui viennent." Est-ce le passage à l'acte ?

Cette situation n'a pas manqué de causer de multiples désagréments aux usagers voulant accéder aux services municipaux depuis lundi que les agents ont décidé de passer la vitesse supérieure.

l'urgence de la construction de nouveaux établissements scolaires se pose avec acuité. L'exemple des élèves du lycée technique national Omar-Bongo, établissement situé dans le sud de la capitale, en est la

parfaite illustration.

La commune d'Akanda qui s'est développée cette dernière décennie de façon exponentielle nécessite, dans son environnement immédiat, la construction d'un lycée

technique pour résoudre le problème et rapprocher les élèves de leur quartier. Chaque élève doit pouvoir fréquenter l'établissement le plus proche de son lieu d'habitation tel que le prévoit la carte scolaire.

Enseignement supérieur : "revoir le bilan.." de l'IST

GMNN
Libreville/Gabon

LE bilan financier de la période 2021 de l'Institut supérieur de technologie (IST) a fait apparaître une situation d'endettement sur les postes principaux que sont les vacances. Une dette à hauteur de 60 %. C'est ce qui ressort du Conseil d'administration qui vient de se tenir dans les locaux de cette école supérieure à Libreville. La rencontre a été supervisée par le ministre de l'Enseignement supérieur, Patrick Mouguiama-Daouda, en tant que président du Conseil d'administration. Le bilan moral et financier de l'exercice 2021 était principalement à l'ordre du jour. La directrice de l'établissement, Viviane Boulé, a saisi l'occasion pour présenter les difficultés que rencontre



Photo: Adjaï Ntoutoume

Une vue des échanges lors du Conseil d'administration de l'IST.

cet établissement naguère de renom. Ainsi, la vétusté des bâtiments, le manque de matériel informatique, le restaurant à l'arrêt, et bien d'autres problèmes qui ont fait perdre à cet établissement ses lettres de noblesse, freinent son fonctionnement.

"Nous avons noté aussi un climat de défiance entre l'administration et les

partenaires sociaux qui complique le bon déroulement des activités pédagogiques dans l'établissement. Le Conseil d'administration a pris acte...", a indiqué le président du Conseil d'administration. Après les observations faites sur le bilan présenté, le Conseil a donné trois semaines à la direction de l'école pour revoir son bilan moral et financier.